

**Nations Unies**  
**ASSEMBLÉE**  
**GÉNÉRALE**

**QUARANTE-TROISIÈME SESSION**

**Documents officiels\***



DEUXIÈME COMMISSION  
34e séance  
tenue le  
lundi 7 novembre 1988  
à 15 heures  
New York

**COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 34e SEANCE**

**Président : M. NAVAJAS-MOGRO (Bolivie)**

**SOMMAIRE**

**POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT  
(suite)**

- a) **ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES (suite)**
- b) **PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite)**
- c) **FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (suite)**
- d) **FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (suite)**
- e) **PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (suite)**

**POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)**

\*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

**Distr. GENERALE**  
**A/C.2/43/SR.34**  
**28 novembre 1988**  
**FRANCAIS**  
**ORIGINAL : ANGLAIS**

La séance est ouverte à 15 h 5.

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite) (A/43/3, 587, 671; A/43/273-S/19720, A/43/393-S/19930, A/43/457-E/1988/102, A/43/463-E/1988/106)

- a) ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES (suite) (A/43/426-E/1988/74 et Add.1 à 3 et A/43/426-E/1988/74/Add.1/Corr.1; A/C.2/43/L.8; E/1988/76)
- b) PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite) (A/43/643, E/1988/19)
- c) FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (suite)
- d) FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (suite) (E/1988/18)
- e) PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (suite)

1. M. BROWNE (Fidji) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant des Iles Salomon au nom des membres du Forum du Pacifique Sud.

2. Conformément à la résolution 41/171 de l'Assemblée générale, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a procédé à des études de cas sur la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement. L'une des sept études de cas a porté sur les trois Etats insulaires du Pacifique Sud, à savoir Fidji, les Iles Salomon et Tuvalu. Les rapports en question, publiés en octobre 1987, ainsi que les observations et vues des organismes des Nations Unies sur leurs principales conclusions (A/42/326/Add.2 et A/43/426/Add.3), méritent d'être examinés attentivement. Il importe de ne pas minimiser l'importance de ces études de cas du seul fait qu'elles ont une portée géographique limitée. Elles constituent un moyen utile d'examiner la situation et de reprendre contact au niveau local et permettent aux personnes qui participent aux activités locales des organismes des Nations Unies ou qui en sont l'objet de contribuer à rendre les plans et programmes plus réalistes.

3. Comme ce sont les gouvernements qui déterminent les priorités nationales de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) devrait avoir pour rôle de coordonner les divers apports des Nations Unies dans le processus de planification et de maximiser la valeur des ressources multilatérales utilisées. Le PNUD est l'organisme central de financement le plus approprié, et le programme de pays doit servir de cadre de référence aux organismes des Nations Unies qui interviennent dans la direction et la coordination des ressources. Fidji appuie la proposition de donner au coordonnateur résident du PNUD un rôle accru de coordination des activités locales des organismes des Nations Unies.

4. Depuis bientôt 20 ans, les efforts de développement des Etats de la région du Pacifique Sud ont été épaulés avec grand succès par le système des Nations Unies

/...

(M. Browne, Fidji)

pour le développement. L'importance accordée par l'Organisation des Nations Unies à la mise en valeur des ressources humaines correspond parfaitement aux priorités des Etats en question. Ceux-ci aimeraient que le système des Nations Unies encourage davantage les institutions et les arrangements de coopération entre pays insulaires dans les domaines de la formation, en particulier pour le secteur public. Ils espèrent que le cinquième cycle de programmation comportera des facteurs et critères qui aideront et prendront davantage en considération les pays et les couches sociales restés en marge du développement.

5. M. Browne rend hommage à l'oeuvre du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et a plaisir à noter l'appui international croissant dont bénéficie le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Bien qu'il n'ait que des ressources très modestes, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a agi rapidement en vue d'intégrer les femmes au processus de développement. La délégation de Fidji se félicite de la décision d'entreprendre une enquête dans la région des Iles du Pacifique en 1989 et attend avec intérêt la mise au point d'un programme dynamique. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a lui aussi joué un rôle notable dans les efforts de développement des nations insulaires du Pacifique Sud et il a apporté une aide utile aux petits cultivateurs de ces pays.

6. Aucun jour ne se passe sans qu'on signale de nouvelles atteintes à l'environnement terrestre. Fidji estime qu'il convient de prendre d'urgence des mesures en vue d'incorporer aux programmes de développement les éléments voulus pour donner la primauté à la protection de l'environnement.

7. M. KHAN (Inde) dit que si l'on veut s'assurer que toutes les parties, et notamment les pays bénéficiaires, continuent d'avoir confiance dans les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, il est essentiel de réaffirmer les principes du consensus de 1970 exposés en annexe à la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale. La nécessité d'une meilleure coordination ne doit pas servir de prétexte pour accroître la conditionnalité ou imposer des politiques.

8. La capacité qu'a le système de fournir une assistance technique sera compromise si l'on n'accroît pas sensiblement, en valeur réelle, les ressources affectées aux activités opérationnelles pour le développement. M. Khan fait donc appel à tous les pays dont les contributions ne sont pas à la mesure de leurs moyens pour qu'ils en accroissent le montant. Malgré ses ressources très limitées, l'Inde contribue davantage aux activités opérationnelles du système des Nations Unies que ne le font maints pays développés.

9. Le rapport Jansson (A/43/326/Add.1) a apporté une perspective locale utile aux délibérations des organes intergouvernementaux, et les questions qui y sont soulevées sont de nature à faciliter les efforts actuels pour accroître l'efficacité des activités opérationnelles au niveau local. La délégation indienne a toutefois des doutes concernant la recommandation visant à réexaminer les critères pour l'allocation des ressources de manière à limiter celles qui sont destinées à un petit groupe de pays. La notion que certains pays en développement

/...

(M. Khan, Inde)

à revenu faible sont déjà arrivés à un stade où ils n'ont plus besoin d'assistance technique n'est pas défendable; elle mettrait sérieusement en cause le consensus concernant les activités opérationnelles et les programmes de coopération technique du système des Nations Unies et porterait atteinte à la prérogative souveraine qu'ont les pays bénéficiaires de décider des domaines où ils ont besoin d'assistance.

10. Quant aux différentes manières d'aborder la programmation, la primauté devrait être accordée au cycle de programmation des pays bénéficiaires, qui couvre le plus souvent une période de quatre ou cinq ans.

11. Le système des Nations Unies devrait avoir pour fonction de renforcer la capacité de coordination des bénéficiaires eux-mêmes. Toutefois, le coordonnateur résident devrait jouer un rôle plus actif en coordonnant les activités et programmes des institutions spécialisées et en donnant l'impulsion voulue à l'exécution des projets financés par le PNUD. L'Inde a de sérieuses réserves sur la proposition contenue dans le rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale (A/43/426 et Add.1 à 3) concernant l'étude de la situation de pays individuels quant à leur gestion efficace de l'ensemble des programmes extérieurs de coopération, vu que les programmes de coopération technique ne représentent qu'une partie minime de l'assistance extérieure globale.

12. La délégation indienne note avec plaisir qu'on a commencé à simplifier, harmoniser et décentraliser les procédures, comme l'avait demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 42/196, et elle espère que le rapport que le Directeur général soumettra en 1989 lors de l'examen triennal des politiques régissant les activités opérationnelles contiendra des suggestions concrètes et pratiques dans ces domaines. La délégation indienne aimerait aussi qu'il fasse des propositions spécifiques de nature à améliorer la qualité des programmes et projets, les taux d'exécution, l'appui technique et la fourniture de conseils multisectoriels et intégrés au niveau local.

13. L'efficacité doit se mesurer à la conformité des activités opérationnelles avec les plans et priorités de développement des pays bénéficiaires. Par exemple, l'exécution de certains projets par les gouvernements a conduit à un meilleur ratio coût/efficacité et à un relèvement du taux d'exécution des programmes, ainsi qu'à une utilisation optimale des connaissances, aptitudes et compétences disponibles sur place.

14. Le Directeur général devrait formuler des propositions et recommandations concrètes en vue d'éliminer les obstacles institutionnels, psychologiques et de procédure à un accroissement des achats dans les pays en développement et imposer à tous les organismes des délais précis pour appliquer le taux préférentiel de 15 %. La délégation indienne demande aux divers organismes des Nations Unies de coopérer en vue d'améliorer et d'affiner les données statistiques relatives aux achats dans les pays en développement.

15. Enfin, M. Khan dit que l'Inde est reconnaissante au FNUAP et à l'UNICEF de l'appui qu'elle en a reçu et exhorte les gouvernements à continuer de soutenir les programmes de ces deux organismes très importants.

/...

16. M. RABGYE (Bhoutan) dit que son pays a énormément bénéficié de l'assistance si diverse que fournit le système des Nations Unies. Il est heureux d'apprendre que le PNUD continuera d'insister sur la mise en valeur des ressources humaines.

17. Si sa délégation sait gré au système des Nations Unies du rôle positif qu'il joue, elle tient néanmoins à faire quelques propositions de nature à donner encore plus d'efficacité aux projets qui bénéficient de son assistance. Premièrement, la clef du succès de la coopération technique réside dans la bonne conception des projets; en conséquence, les projets devraient avoir un caractère technique et être bien adaptés aux priorités, capacités et modes de travail des pays bénéficiaires. Deuxièmement, il conviendrait de simplifier encore les procédures et modalités de planification, d'exécution, de contrôle et d'évaluation des projets, étant donné que les exigences de la procédure ont souvent tendance à affaiblir l'impact des projets. Troisièmement, il faudrait donner plus d'autorité, dans l'intérêt d'une plus grande efficacité, aux fonctionnaires principaux des Nations Unies en poste au Bhoutan.

18. Durant les dernières années, les organes directeurs du PNUD, de l'UNICEF, du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et du PAM ont approuvé un certain nombre de programmes et projets qui font partie intégrante du plan de cinq ans du Bhoutan. Du succès de ces projets dépendra la réalisation des objectifs de développement global du Bhoutan, si bien que toute entrave à leur exécution aurait des répercussions très défavorables sur le processus de développement dans ce pays.

19. Mlle RAZAFITRIMO (Madagascar) dit qu'étant donné le paradoxe qui existe entre l'évolution positive des relations politiques internationales et la persistance des injustices économiques, le rapport détaillé sur les activités opérationnelles pour le développement (A/43/426 et Add.1 à 3) est particulièrement bienvenu, et elle s'associe aux remarques formulées à la 32e séance, au nom du Groupe des 77, par le représentant de la Tunisie.

20. Le souci général de se conformer aux principes régissant les activités opérationnelles et exposés dans les résolutions 2688 (XXV) et 32/197 de l'Assemblée générale garantit la crédibilité des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement. Mlle Razafitrimo se félicite que l'Administrateur du PNUD ait donné l'assurance, lors de la trente-cinquième session du Conseil d'administration, de préserver de toute conditionnalité l'assistance technique fournie par le Programme. C'est précisément parce qu'elles sont multilatérales, apolitiques et désintéressées que ces activités sont le mieux conçues pour répondre aux besoins pressants des pays en développement.

21. Les Nations Unies ont coopéré avec Madagascar dans nombre de domaines intéressant le développement et mettant à contribution une vaste gamme d'organismes. Il faut souligner en particulier les mesures prises pour aider le Gouvernement à faire face aux problèmes sociaux et autres provoqués par l'application des mesures d'ajustement structurel. Comme dans la plupart des pays engagés dans ce processus, l'amélioration des finances publiques ne s'est faite qu'au prix d'une réduction des ressources allouées aux services essentiels dans le

/...

(Mlle Razafitrimo, Madagascar)

secteur économique et dans le secteur social. La compression de la demande intérieure a entraîné pour les groupes sociaux les plus défavorisés un coût intolérable, tandis que le service de la dette continue d'absorber près de la moitié des recettes d'exportation du pays. Celui-ci apprécie d'autant plus tout apport de ressources additionnelles, et en particulier celles qu'il obtient sous forme de dons grâce au système des Nations Unies.

22. Mlle Razafitrimo salue l'initiative qu'a prise le PNUD de renforcer la capacité qu'ont les pays en développement de concevoir, négocier et gérer des programmes d'ajustement structurel, initiative qui renforcera le rôle pivot du Programme dans l'assistance technique internationale. Le réalisme commande une complémentarité entre l'assistance en capital et l'assistance technique; c'est pourquoi l'on assiste au développement de la coopération entre le système des Nations Unies et la Banque mondiale. A ce propos, il faut espérer que les organismes des Nations Unies continueront à faire preuve de l'objectivité et de l'autonomie opérationnelle qui constituent le fondement essentiel de leur crédibilité en tant que partenaires neutres du développement.

23. La délégation malgache souscrit entièrement à la proposition qu'a faite le Directeur général de retenir certains domaines d'orientation pour les activités opérationnelles. Cette approche rejoint une conclusion à laquelle sont arrivés nombre de techniciens malgaches, à savoir que des projets de coopération s'articulant autour de thèmes prioritaires tendent à faciliter le suivi et l'évaluation des programmes et à éviter les doubles emplois avec d'autres sources d'assistance. A ce propos, Mlle Razafitrimo mentionne le plan d'opérations Madagascar/UNICEF pour la période 1985-1990, qui consiste en une approche intersectorielle du problème de la protection maternelle et infantile. Ce programme fait intervenir plusieurs départements ministériels sous la coordination conjointe du Ministère des affaires étrangères et de la Direction générale du Plan. L'un des éléments du programme consiste en un projet de pharmacies communautaires mis en place depuis le début de l'année avec la collaboration du PNUD. Le FNUAP a aussi collaboré activement avec Madagascar à une série d'études multisectorielles et à un programme de formation du personnel médical et paramédical de 48 centres de santé maternelle et infantile.

24. Outre l'approche thématique, la programmation commune doit être prise en sérieuse considération. Etant donné le peu de moyens (humains, financiers et matériels) dont disposent les gouvernements pour mettre en oeuvre les activités opérationnelles pour le développement, étant donné aussi qu'il leur incombe de réagir rapidement à des situations d'urgence, la simplification, la décentralisation et l'harmonisation des réglementations et des procédures s'imposent. Tout effort dans ce sens, comme la décision récente de donner une plus grande marge d'action et de décision aux représentants résidents du PNUD dans l'approbation des projets, entraîne l'approbation. Les mêmes pouvoirs devraient être conférés aux représentants d'autres organismes qui exécutent des projets du PNUD.

/...

(Mlle Razafitrimo, Madagascar)

25. Les ressources doivent être à la mesure des objectifs et du rôle qui leur sont assignés. A ce propos, les résultats enregistrés à la récente Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement ont été encourageants, bien qu'ils représentent une consolidation plutôt qu'une augmentation. Madagascar s'efforcera de contribuer dans la mesure de ses capacités financières.

26. Rappelant l'appel lancé par l'Administrateur pour remédier d'urgence au problème de la non-compétitivité des traitements et avantages des experts envoyés dans des pays tels que Madagascar et l'Inde, Mlle Razafitrimo espère que la Commission y fera écho.

27. Quant à l'exécution du programme, elle se félicite de la réallocation de 676 millions de dollars au quatrième cycle de programmation. Sa délégation a pris note des inquiétudes formulées par des donateurs importants dont les biens et services sont sous-utilisés; pour sa part, Madagascar est déterminée à faire le maximum pour utiliser au mieux les ressources financières, humaines et techniques mises à sa disposition. C'est à cet effet que Madagascar a entamé des négociations avec le nouveau représentant résident du PNUD en vue de permettre à son Ministère des affaires étrangères d'intervenir dans des projets qui doivent aider ce pays à évaluer des projets et à coordonner l'aide extérieure.

28. Etant donné que la production vivrière des pays en développement ne suit pas le rythme de l'accroissement de leur population, étant donné aussi la gravité des difficultés économiques que rencontrent ces pays, il est plus important que jamais d'améliorer la coordination des politiques des différentes institutions internationales, et en l'occurrence de celles qui s'occupent des activités opérationnelles pour le développement. Les initiatives prises dans ce sens par le Conseil mondial de l'alimentation sont les bienvenues, et le Gouvernement malgache sait particulièrement gré au Programme alimentaire mondial de l'assistance qu'il fournit dans la lutte contre la faim et la pauvreté à Madagascar.

29. M. LEMERLE (France) dit que l'assistance technique a un rôle important à jouer dans la formation des ressources humaines des pays en développement, étant donné que l'ajustement structurel force un grand nombre de ces pays à faire de lourds sacrifices dans le domaine social. L'assistance technique peut également aider ces pays à se doter de mécanismes de gestion efficaces, qui leur font souvent défaut. Or, pour cela, il faut des ressources et des moyens accrus.

30. Les résultats de la dernière conférence d'annonces de contributions sont encourageants. L'augmentation substantielle des contributions en faveur du PNUD, de l'UNICEF et du FNUAP est certainement le signe d'une confiance renouvelée des pays donateurs dans l'aide multilatérale. Toutefois, l'assistance technique en faveur des pays en développement, et en particulier des pays les moins avancés, doit être non seulement plus abondante, mais également plus judicieuse. De nouveaux instruments doivent être déployés afin d'aider ces pays à utiliser de façon optimale l'ensemble des ressources multilatérales et bilatérales qu'ils reçoivent.

/...

(M. Lemerle, France)

31. Les études de cas citées dans le rapport Jansson (A/42/326/Add.1) montrent que la coordination entre les divers acteurs du développement à l'échelon de chaque pays ne fonctionne pas comme elle le devrait : les programmes de pays du PNUD ne fournissent pas toujours un cadre de référence pour l'ensemble de l'assistance technique du système des Nations Unies, et le rôle du coordonnateur résident est trop souvent sous-estimé. Cette situation ne facilite pas la tâche des pays en développement, dont les administrations supportent difficilement la charge d'une assistance provenant de sources trop diverses. En outre, la multiplicité des procédures, les doubles emplois et l'absence d'une approche intégrée envers le développement entravent la bonne gestion de l'aide. Cette situation est liée, en partie, à des obstacles structurels et, en partie, à des traditions qui se sont développées tout au long d'une période de 30 ans dans la plupart des organisations.

32. La procédure adoptée par le Directeur général pour mettre en oeuvre la résolution 42/196, qui est fondée sur une action commune, offre une bonne approche. Les institutions spécialisées, qui disposent d'une expérience irremplaçable sur le terrain, doivent apporter leur contribution à la bonne exécution des activités opérationnelles. La délégation française attend avec intérêt l'étude prospective du Directeur général sur les modifications à apporter éventuellement à l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement.

33. La délégation française encourage le Directeur général, en coopération avec les organisations intéressées, à explorer les moyens de sortir ce système des difficultés dans lesquelles il se trouve, afin de lui permettre de répondre plus efficacement aux exigences de situations très diverses et à des formes nouvelles de coopération technique, telles que l'exécution des programmes et des projets par les pays bénéficiaires eux-mêmes.

34. A la veille du lancement de la quatrième stratégie internationale du développement, une réflexion devrait s'engager sur certains thèmes prioritaires, tels que la pauvreté, l'alimentation, l'évolution de la population, l'éducation et l'environnement, en vue de renforcer la coopération internationale dans ces domaines. Il faudrait proposer des actions novatrices de coopération technique dans ces mêmes domaines. De nombreux pays, particulièrement en Afrique, continuent à souffrir de problèmes structurels qui requièrent une plus grande attention de la part de la communauté internationale, laquelle doit accorder la plus haute priorité aux pays les plus pauvres.

35. M. OSMAN (Somalie) dit que les activités opérationnelles du système des Nations Unies offrent souvent aux pays en développement une occasion unique de voir l'Organisation en action. L'importance que ces pays attachent aux activités opérationnelles est due aux caractéristiques particulières des programmes de l'Organisation des Nations Unies : leur multilatéralisme, leur impartialité et, ce qui est encore plus important, le prestige attaché à l'Organisation elle-même. Le PNUD est, et doit rester, l'organe central de financement et de coordination des activités opérationnelles du système des Nations Unies.



(M. Osman, Somalie)

36. Les informations fournies dans les paragraphes 15 à 32 du document A/43/426/Add.2 sont particulièrement utiles car elles montrent qu'il est possible d'accroître les ressources pour les activités opérationnelles. Cependant, le total des ressources disponibles est encore nettement inférieur au montant nécessaire pour aborder les problèmes de développement d'une manière efficace.

37. Il convient de féliciter l'Administrateur du PNUD pour sa gestion efficace du Programme et parce qu'il estime que la mise en valeur des ressources humaines devrait être au centre des efforts de développement et constituer un élément essentiel de la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.

38. Les pays en développement doivent pouvoir participer plus activement aux activités opérationnelles. Le PNUD et ses agents d'exécution doivent s'efforcer d'encourager l'acquisition de biens et services fournis par les pays en développement. Bien que les achats effectués dans ces pays aient augmenté de 11,7 % entre 1986 et 1987, leur volume devrait encore augmenter, surtout si l'on considère que les chiffres de base étaient très bas. Tous les agents d'exécution devraient communiquer des données à jour sur les achats, de sorte que la situation puisse être contrôlée avec exactitude.

39. A la veille du dixième anniversaire du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement, la communauté internationale doit renouveler ses engagements envers les principes et les objectifs élevés du Plan. Le système des Nations Unies pour le développement doit être le principal promoteur de cette coopération.

40. Il convient de féliciter le PNUD du succès de la trente-cinquième session du Conseil d'administration. Il faut également souligner l'importance du consensus obtenu au sujet de la répartition de 676 millions de dollars pour le quatrième cycle de programmation. A cet égard, l'Administrateur devrait mettre en oeuvre rapidement la décision 88/31 du Conseil d'administration.

41. La délégation somalie attache une importance particulière à la décision 88/24, dans laquelle le Conseil d'administration demande à l'Administrateur de prendre plusieurs mesures importantes afin d'appuyer la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. La délégation somalie se félicite également des conclusions figurant dans la décision 88/56 du Conseil d'administration, relative aux activités opérationnelles pour le développement.

42. La délégation somalie est favorable à une plus grande décentralisation des activités du PNUD, du siège vers les bureaux extérieurs, afin d'assurer une action plus rapide et plus efficace face aux besoins divers et changeants des pays en développement. Il faut se féliciter en particulier de la décision prise par le PNUD en vue de porter à 700 000 dollars la limite jusqu'à laquelle les projets peuvent être approuvés par les représentants résidents.

/...

(M. Osman, Somalie)

43. Les opérations sur le terrain des organismes des Nations Unies ont une importance cruciale. Ces organismes doivent donc s'efforcer d'éviter toute incohérence, incompétence ou concurrence dans leurs activités. Il faut assurer l'utilisation optimale des ressources limitées disponibles. La délégation somalie estime que le coordonnateur résident des Nations Unies ne devrait pas avoir un bureau séparé dans les pays où il existe de grands programmes d'assistance : l'efficacité du coordonnateur dépend de son accès aux ressources du PNUD. Il est plus important de faire en sorte que les meilleurs candidats soient choisis pour remplir ces fonctions.

44. Il faudrait examiner attentivement les contraintes qui empêchent le programme de pays du PNUD de devenir un cadre efficace de coopération technique dans les pays bénéficiaires. Le Conseil d'administration a donné des indications importantes au sujet du rôle du programme de pays et du processus de programmation. Le mandat des organismes qui exécutent des activités opérationnelles est tout à fait différent du mandat des institutions financières internationales. Une collaboration entre les deux groupes est souhaitable, mais elle doit toujours tenir pleinement compte du caractère, du mandat et des politiques spécifiques des différentes organisations. Il est particulièrement important que les organismes des Nations Unies évitent de donner l'impression que l'assistance qu'ils fournissent est conditionnelle.

45. La délégation somalie appuie fermement le renforcement de la capacité des gouvernements bénéficiaires de coordonner l'assistance extérieure ainsi que la coopération entre les représentants de tous les organismes des Nations Unies, de sorte que les gouvernements puissent demander et obtenir des avis multisectoriels.

46. La délégation somalie se félicite des travaux récents des Conseils d'administration de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial. Elle demande également à tous les donateurs de verser des contributions au Fonds des Nations Unies pour la population et demande la reconstitution rapide des ressources du Fonds international de développement agricole. Par ailleurs, elle note que les pays les moins avancés accordent une haute priorité à la coopération multilatérale dans les domaines de l'économie et du développement, et elle prie instamment tous les donateurs et les organismes internationaux pertinents d'aider autant que possible ces pays et d'appuyer la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui doit se tenir à Paris en 1990.

47. M. JOSSE (Népal) dit que le Népal a toujours attaché une grande importance aux activités opérationnelles pour le développement, surtout en raison de leur nature multilatérale, apolitique et impartiale. C'est pourquoi la délégation népalaise a été fortement encouragée par les résultats de la Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement pour 1989. Elle estime que la réalisation de l'objectif de 0,7 % pour l'APD permettrait d'obtenir les ressources requises pour renforcer les institutions multilatérales de développement.

48. Les programmes de développement doivent disposer de fonds suffisants, être adaptés aux besoins des pays en développement et être gérés efficacement. Le Népal se félicite donc de l'adoption de la résolution 42/196 et appuie pleinement la manière constructive d'aborder son application.

/...

(M. Josse, Népal)

49. L'augmentation des ressources du PNUD constitue clairement une marque de confiance, qui devrait permettre d'aborder certains problèmes sérieux, et notamment les moyens d'attirer et de retenir du personnel qualifié. Les organismes intergouvernementaux devraient tenir compte de la réaffirmation du rôle central de financement et de coordination joué par le PNUD, en ce qui concerne les futurs arrangements de financement des activités de coopération technique. Il faudrait réexaminer les critères de répartition des ressources très limitées du PNUD, de manière à allouer aux pays les moins avancés une part beaucoup plus grande que celle qu'ils reçoivent actuellement. Le Népal se félicite du rôle de plus en plus important joué par le PNUD afin de répondre aux préoccupations des pays en développement en matière de protection de l'environnement.

50. L'UNICEF est un partenaire important pour le développement social et économique du Népal. La délégation népalaise note avec satisfaction les succès obtenus dans les activités concernant la survie et le développement de l'enfant. Elle appuiera l'élaboration d'une stratégie de l'UNICEF pour l'enfance dans les années 90. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) joue également un rôle important en encourageant, par exemple, la protection maternelle et infantile et la planification de la famille au Népal. Grâce à l'assistance continue et aux orientations du FNUAP, on espère développer la planification de la famille en tant qu'élément essentiel des services de santé de base et renforcer l'intégration des programmes concernant la population et le développement. L'augmentation encourageante des contributions annoncées en faveur du FNUAP devrait lui permettre d'étendre ses activités dans le monde entier et d'améliorer son efficacité. Il est également encourageant de constater qu'on s'efforce sérieusement de rationaliser les opérations intérieures du Fonds.

51. Le Fonds d'équipement des Nations Unies a fourni des capitaux à des conditions de faveur pour un large éventail de projets de développement au Népal. Il a servi d'intermédiaire utile entre les activités de préinvestissement financées par le PNUD et le financement des investissements à grande échelle par d'autres institutions multilatérales, comme la Banque mondiale. Il est encourageant de constater qu'à la fin de 1988, le Fonds aura approuvé un montant record de 60 millions de dollars des Etats-Unis pour de petits projets d'équipement dans les pays les moins avancés.

52. Le Népal est non seulement un bénéficiaire du programme des Volontaires des Nations Unies, mais il est également l'un des pays qui fournissent des volontaires. Il est décevant de constater une forte diminution des annonces de contributions à un moment où un nombre record de volontaires travaillent dans plus d'une centaine de pays en développement.

53. La délégation népalaise prie instamment la communauté internationale des donateurs de continuer à appuyer le Programme alimentaire mondial étant donné qu'il joue un rôle très utile non seulement en ce qui concerne les besoins alimentaires d'urgence, mais également dans l'exécution des projets du type "des vivres pour du travail".

54. M. NGUYEN QUOC ZUNG (Viet Nam) fait observer que, l'année précédente, les activités opérationnelles du système des Nations Unies ont apporté une contribution importante au développement des pays en développement. La qualité et l'efficacité des programmes d'assistance se sont améliorées. La coopération technique est un autre aspect important des activités opérationnelles. La délégation vietnamienne estime qu'elle contribue grandement au renforcement des moyens dont disposent les pays en développement bénéficiaires pour exécuter les programmes et les projets d'assistance.

55. Compte tenu des changements rapides et complexes que subit l'économie mondiale, l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social revêt une importance particulière. Le Viet Nam note avec satisfaction que certains des principaux organismes des Nations Unies chargés d'activités opérationnelles ont commencé à procéder à un examen complet du rôle qu'ils devront jouer durant la décennie suivante en vue d'aider plus efficacement les pays en développement. L'intervenant appuie en outre les études entreprises par le Secrétariat en application de la résolution 42/196 de l'Assemblée générale.

56. L'année précédente, l'Administrateur et le personnel du PNUD ont fait d'énormes efforts pour accroître l'efficacité du Programme. L'UNICEF apporte une contribution majeure à l'amélioration des conditions de vie des enfants dans différentes parties du monde, et l'exécution de ses programmes d'assistance est devenue plus efficace. Les activités du FNUAP ont contribué efficacement à freiner l'accroissement de la population et à mieux faire comprendre au monde en développement l'étroite corrélation existant entre population et développement.

57. Bien qu'il soit en butte à de nombreuses difficultés économiques, le Viet Nam n'épargne aucun effort pour développer sa coopération avec les agents d'exécution du système des Nations Unies. Il a reçu une assistance précieuse du PNUD, du PAM, de l'UNICEF, du FNUAP et d'autres sources. La série de catastrophes naturelles de 1988 a gravement affecté son développement économique. Des représentants de nombreux organismes internationaux se sont rendus dans les zones sinistrées et un certain nombre de gouvernements, d'institutions internationales et d'organisations non gouvernementales ont apporté, en temps opportun, une assistance au pays dans le cadre de ses efforts de secours et de relèvement.

58. M. MISSARY (Yémen démocratique), prenant également la parole au nom du Yémen, dit que tout examen des activités opérationnelles pour le développement doit prendre en considération à la fois la gravité de la situation économique et l'amélioration du climat politique. Ces activités exigent non seulement un appui financier, mais aussi une volonté politique. Quoique faible, l'augmentation des contributions, telle qu'elle ressort de la Conférence d'annonces de contributions, constitue un pas dans la bonne direction, mais le montant total est loin de correspondre aux besoins des pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, qui doivent faire face à des catastrophes naturelles en plus des autres difficultés auxquelles ils sont confrontés.

(M. Missary, Yémen démocratique)

59. Les deux pays s'associent à l'appel lancé à la communauté internationale - et surtout aux pays développés - pour qu'elle assume ses responsabilités en cette période critique. Ils attachent une grande importance aux fonds des Nations Unies en général et apprécient en particulier la contribution capitale du PNUD au financement des projets de développement et son rôle en tant qu'organe central de coordination. Tout aussi importants sont la contribution de l'UNICEF au développement et à la survie des enfants et l'apport du FNUAP, qui est chargé de l'application du Plan d'action mondial sur la population.

60. M. Missary espère que, durant le reste de la décennie, des efforts plus énergiques seront faits pour aider les pays en développement, et que le rôle du Conseil économique et social, en tant que principal organe intergouvernemental, sera renforcé. En outre, les vues des pays bénéficiaires devraient être prises en considération et les activités entreprises devraient tenir compte de leurs priorités pour que l'assistance fournie soit plus efficace.

61. Les deux pays appuient la proposition de l'Union soviétique tendant à ce que les ressources libérées par la réduction de la course aux armements servent à créer un fonds international pour les pays en développement.

62. M. OSELLA (Argentine) dit que, compte tenu de la crise économique internationale actuelle et de l'interdépendance croissante des pays, la coopération internationale constitue un moyen efficace de surmonter les obstacles qui empêchent les pays en développement d'assurer des niveaux de vie décents. La situation exige une coopération bilatérale et multilatérale dans laquelle les activités opérationnelles doivent jouer un rôle capital.

63. Tous en se félicitant de l'augmentation des contributions, l'intervenant déplore que les programmes ne répondent pas aux besoins pressants des pays en développement. Les activités opérationnelles ne peuvent bien sûr décharger les gouvernements de leurs responsabilités, mais leur apport devrait être à la mesure des besoins réels.

64. Le Gouvernement argentin a établi des relations étroites avec le Bureau du coordonnateur résident du PNUD dépassant le cadre des projets financés par les ressources du CIP, utilisant cet organe pour diffuser des informations et fournir des services. Le programme de pays du PNUD sert, en Argentine, de cadre de coopération. L'exécution des projets a donné lieu, par exemple, à une coopération financière, à la participation de nombreux organismes des Nations Unies et à une coopération technique entre pays en développement. Le montant total des ressources du programme est de 100 millions de dollars, dont 6 millions de dollars fournis par le PNUD dans le cadre du quatrième cycle de programmation.

65. On constate un renforcement de la coopération entre les pays en développement, et notamment de la coopération technique sur la base de la participation aux coûts. Il importe toutefois de dissiper le scepticisme de certains pays développés au sujet de la coopération technique entre pays en développement. Il ne s'agit pas d'entrer en compétition avec le monde développé, mais d'assurer une complémentarité.

/...

(M. Osella, Argentine)

66. L'Argentine, qui fait depuis quelque temps partie des pays contributeurs nets au PNUD et à l'UNICEF, a entrepris d'importants programmes de coopération technique associant des pays africains. Se donnant comme principal objectif de relancer l'élevage dans ces pays, elle a notamment assuré la formation de techniciens, effectué des voyages d'études pour déterminer les besoins et organisé des séminaires sur les techniques dans ce domaine. Se fondant sur les résultats de ces voyages d'études, l'Argentine a élaboré pour les différents pays concernés des projets portant notamment sur l'amélioration des pâturages, la santé du cheptel, la mise en place d'une exploitation pilote, la constitution d'un troupeau expérimental et le développement des cultures fourragères.

67. En outre, le Gouvernement argentin a octroyé des bourses de formation dans le domaine de la pédiatrie à des ressortissants de différents pays africains et organisé un séminaire sur les techniques démographiques à l'intention de cadres africains. Tous ces projets ont été réalisés avec la collaboration du PNUD.

68. L'Argentine souscrit entièrement aux objectifs de l'UNICEF, auxquels elle continue de contribuer en dépit de ses graves problèmes économiques. Eu égard aux ajustements auxquels les pays en développement ont dû procéder, au détriment de leur développement social, l'intervenant se félicite des propositions de l'UNICEF tendant à promouvoir la notion d'ajustement à visage humain.

69. L'Argentine continuera d'appuyer le Programme alimentaire mondial et espère que le montant visé pour 1989-1990 (1,4 milliards de dollars) sera atteint en tant que premier pas vers l'élimination de la faim et de la malnutrition dans le monde.

70. S'il convient d'encourager l'innovation, il importe de ne pas perdre de vue les principes fondamentaux qui régissent les activités opérationnelles pour le développement. Le cycle de programmation permet, par exemple, de maintenir un juste équilibre non seulement entre les intérêts des pays bénéficiaires et ceux des contributeurs, mais aussi entre les agents d'exécution et les organismes de financement, et il n'est pas facile de le modifier. La délégation argentine craint que le paragraphe 148 du document A/43/426 soit interprété comme un encouragement à concevoir des projets nationaux à la lumière d'objectifs mondiaux, ceci pouvant déboucher sur des activités ne répondant pas aux besoins réels des pays bénéficiaires. Il faudrait, par ailleurs, accorder une attention constante aux problèmes de coordination et d'évaluation. L'analyse doit être précise. Les mécanismes requis existent et doivent être mis à contribution. Il n'est pas nécessaire d'en créer de nouveaux, sans raison valable.

71. En ce qui concerne la décision du Conseil d'administration du PNUD d'analyser les dépenses d'appui, l'intervenant souligne qu'un nombre croissant de pays bénéficiaires assurent l'exécution des projets et que les consultants locaux et les experts nationaux qui y participent sont plus nombreux que jamais. Les pays en développement devraient être considérés plus souvent comme des fournisseurs potentiels d'équipement et de services. De telles tendances rendent compte de la réussite du système et du fait que les pays en développement se développent. Il faudrait toutefois continuer à oeuvrer pour répondre aux besoins spécifiques de chaque pays compte tenu de son niveau de développement.

/...

(M. Osella, Argentine)

72. Il est essentiel de connaître les vues de toutes les parties concernées. Les pays bénéficiaires comprennent mieux que quiconque leurs propres problèmes. Il est à espérer que, dans le cadre de l'examen du rôle des principaux organismes dans les années 90, dont il est question au paragraphe 149 du document A/43/426, des propositions seront formulées, fondées sur une analyse des besoins effectifs des pays bénéficiaires.

73. M. LUCAS (Guyana) dit que l'examen triennal des activités opérationnelles pour 1989 aura lieu au moment où il faudra examiner le rôle de l'Organisation dans le cadre des futures activités de développement. L'examen serait également l'occasion de traiter d'un nombre important de questions soulevées dans la résolution 42/196 de l'Assemblée générale. Le rapport Jansson met en cause l'efficacité des méthodes qu'utilise actuellement l'ONU pour fournir une aide au développement. Les gouvernements qui ont déjà présenté leurs vues sur la question reconnaissent la nécessité d'en accroître l'efficacité, en particulier au niveau national. Les divergences d'opinions entre les organismes de financement, et entre ceux-ci et les institutions spécialisées, ne semblent pas se limiter à des questions institutionnelles et fonctionnelles. La délégation argentine espère que ces divergences feront l'objet d'un examen critique objectif, le but étant de mettre au point une méthode efficace d'acheminement de l'aide.

74. Ce sont les donateurs qui doivent décider s'il faut maintenir ou non les fonds d'affectation spéciale en tant que source centrale de financement. Il faudrait bien sûr donner l'assurance aux bénéficiaires que le recours d'un autre mécanisme n'aurait pas pour effet de réduire les ressources qu'ils reçoivent. Comme les bénéficiaires ne sont pas tous des pays à faible revenu, il faudra peut-être réexaminer le critère utilisé actuellement pour déterminer les chiffres indicatifs de planification (CIP). La question du financement central poserait moins de problèmes et il y aurait moins de conflits avec les différents organismes si le cadre conceptuel de référence remplissait sa fonction. Le débat sur cette question a progressé beaucoup plus rapidement que ne le permettaient les conditions objectives. La situation a changé depuis le Consensus de 1970 car, dans certains pays en développement, le PNUD fournit actuellement moins de la moitié du total de l'aide provenant du système des Nations Unies. Ce changement résulte davantage de l'évolution de la situation dans ces pays que d'une politique de financement plus dynamique de la part des autres organismes. L'utilité d'un financement central et du programme de pays en tant que cadre de référence doit être prise en compte dans les futures études de cas. L'accord interorganisations, l'installation dans des locaux communs et les mesures adoptées dans la résolution 42/196 n'ont pas permis d'apporter un appui suffisant au coordonnateur résident. La délégation guyanaise se félicite de la proposition du Directeur général tendant à effectuer un examen global. Les consultations qui seraient tenues dans le cadre de cet examen devraient être assez vastes pour qu'il soit possible de tirer parti des expériences du plus grand nombre de pays. Les activités opérationnelles devraient viser davantage à répondre aux priorités établies par les pays bénéficiaires qu'à renforcer l'assistance apportée par les Nations Unies.

/...

(M. Lucas, Guyana)

75. La délégation guyanaise accorde une haute priorité à l'action du PNUD et souhaiterait obtenir de plus amples informations sur certaines des questions abordées dans le rapport de l'Administrateur. Le Guyana s'est engagé, lors de la récente conférence d'annonces de contributions, à accroître son apport à l'UNICEF, au FNUAP et au PNUD. Les progrès de certaines initiatives de l'UNICEF, dont l'Initiative de Bamako et l'ajustement à visage humain, sont réconfortants. La délégation guyanaise tient à cet égard à réaffirmer son appui à la conception humaine du développement qui est celle du Fonds.

76. M. CROOKE (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) dit que le Conseil du développement industriel a invité les Etats Membres à présenter au Directeur général leurs vues sur les études de cas relatives au fonctionnement des activités opérationnelles pour le développement. Il a également prié le Directeur général d'appeler l'attention du Conseil économique et social sur les débats qu'il a consacrés aux questions pertinentes.

77. Dans sa résolution 42/196, l'Assemblée générale a invité les agents d'exécution à accroître le volume de l'assistance technique fournie aux pays en développement et à en améliorer la qualité. L'intervenant note par conséquent avec satisfaction que l'ONUDI prévoit de fournir une assistance technique d'un montant de plus de 150 millions de dollars en 1988, contre 98 millions de dollars en 1987. Ce montant devrait augmenter sensiblement en 1989. L'organisation a également intensifié ses efforts pour améliorer la qualité de cette assistance.

78. S'agissant des améliorations au sein de l'ONUDI elle-même, la Section de l'examen des projets contribue à assurer le respect des critères et des normes régissant la conception des programmes en vue de l'amélioration de la qualité générale des descriptifs de projets. Le système de conception et d'évaluation des projets a été rationalisé et amélioré à la lumière des procédures du PNUD.

79. Une nouvelle méthode d'évaluation, de programmation et de gestion des systèmes de production et de consommation intégrés a été récemment mise au point. Elle a été expérimentée dans le cadre de l'étude des industries alimentaires en Amérique latine et vient d'être appliquée aux industries de la pêche dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

80. Dans la résolution il est également question de la simplification des méthodes d'élaboration des programmes et des projets, opération qui présente un intérêt particulier pour l'ONUDI. Ayant reconnu les difficultés auxquelles sont confrontés les pays bénéficiaires, l'Organisation est, avec le PNUD, à l'avant-garde des efforts visant à harmoniser les procédures, efforts auxquels participent également les principaux donateurs bilatéraux qui ont manifesté leur intérêt pour cette question.

81. En ce qui concerne l'accroissement des achats effectués dans les pays en développement (par. 27 de la résolution), l'ONUDI a envoyé des missions dans des pays d'Asie et d'Amérique latine pour informer les autorités compétentes, les fabricants et les ingénieurs de ses politiques, procédures, règles et

/...



(M. Crooke)

réglementations relatives aux achats et aux contrats d'équipement. L'ONUDI a en outre encouragé toutes les sociétés remplissant les conditions requises à s'inscrire sur la liste des éventuels fournisseurs ou entrepreneurs.

82. Il y a également eu des progrès vers l'intégration des femmes dans le processus de développement industriel et en ce qui concerne la coopération économique entre pays en développement. Les conseillers principaux hors siège de l'ONUDI pour le développement industriel sont à présent pleinement intégrés dans les bureaux des coordonnateurs résidents du PNUD, et l'Organisation a entamé des négociations avec le Programme pour faire en sorte que cette mesure renforce leurs relations.

83. M. NAVARRO RIVAS (Nicaragua) dit que le Nicaragua attache une importance particulière à la question des activités opérationnelles pour le développement. La situation internationale actuelle met particulièrement en évidence le rôle majeur de ces activités dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il faut renforcer la coopération à cet effet dans les régions les plus touchées par la guerre, la famine et les conflits politiques et sociaux. Pour le Nicaragua, comme pour d'autres pays en développement, les activités opérationnelles pour le développement constituent le moyen le plus efficace de lutter contre ces fléaux.

84. L'adoption de la résolution 42/196 de l'Assemblée générale a montré la nécessité de restructurer le mécanisme mis en place pour assurer le développement, d'identifier de nouveaux objectifs et de mobiliser les ressources de la communauté internationale et du système des Nations Unies, en tenant compte de l'évolution des circonstances. Le soutien des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies est fondamental et il est très important à cet égard que des contributions pour un montant de plus de 1 milliard de dollars aient été récemment annoncées au PNUD.

85. Pour la délégation nicaraguayenne, la coordination sur le terrain entre le système des Nations Unies et les autorités nationales est particulièrement importante lorsqu'il s'agit de définir les priorités et de répartir les ressources. La coordination est aussi extrêmement importante dans les cas de situation nationale grave. Le système des Nations Unies a récemment joué un rôle fondamental lorsqu'il a fallu venir en aide au Nicaragua touché par une catastrophe naturelle. Le coordonnateur résident du PNUD et ses collaborateurs doivent déterminer les objectifs avec les autorités nationales. Il faut en outre renforcer de toute urgence les capacités techniques et les ressources humaines au niveau national pour assurer l'application continue des programmes.

86. Les résolutions 41/171 et 42/196 sont à l'origine de progrès importants, mais qui seront insuffisants. A l'approche des années 90, il faut s'efforcer d'inverser les tendances négatives des années 80. La quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement fournira une excellente occasion d'ajuster les mécanismes et de redéfinir les objectifs. Il faudra de la part des pays développés comme des pays en développement une action concertée et une volonté politique pour parvenir à un consensus. La session extraordinaire sur la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, proposée par le Groupe des 77,

/...

(M. Navarro Rivas, Nicaragua)

la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, prévue pour 1990, et la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) devraient fournir d'autres possibilités d'action. Sans le soutien des activités opérationnelles pour le développement, le Nicaragua, qui est en proie à de graves difficultés économiques et financières par suite de la guerre d'agression dont il est victime, n'aurait pas été en mesure d'appliquer des programmes de développement.

87. M. KUMARAKULASINGHE (Organisation internationale du Travail) dit que le rapport Jansson a mis en évidence certains aspects du système des Nations Unies qui orienteront ses activités opérationnelles pendant les années 90. Parmi ces aspects, on peut souligner le caractère non politique de l'Organisation, sa capacité de s'ajuster aux plans et priorités des gouvernements et l'expérience que le système a accumulée. Le rapport montre aussi que l'expérience acquise par les institutions spécialisées n'est pas suffisamment mise à contribution - problème déjà soulevé lors de la session d'été de 1988 du Conseil économique et social et de la trente-cinquième session du Conseil d'administration du PNUD. Si la mise en valeur des ressources humaines est au centre des activités de l'OIT, elle est également importante dans d'autres organismes des Nations Unies. Dans un document qu'elle a préparé pour une récente réunion du Comité administratif de coordination (CAC) et du Comité du programme et de la coordination (CPC), l'OIT a souligné que les connaissances et l'expérience pratique des organisations et organismes des Nations Unies risquaient de faire double emploi alors qu'il faudrait les coordonner. Les pays nordiques ont récemment exposé le même point de vue devant la Deuxième Commission.

88. Le succès des activités opérationnelles dépend beaucoup moins de l'assistance extérieure que de l'accomplissement par chacun des participants des tâches qui lui incombent. Les gouvernements jouant un rôle de plus en plus important en la matière, il sera nécessaire d'étudier les rôles et les responsabilités de chaque partenaire dans l'arrangement tripartite.

89. L'OIT appuie pleinement les consultations tenues par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, car elles contribuent à l'élaboration des propositions à formuler pour exécuter la résolution 42/196. L'OIT appuie en outre la proposition du Directeur général visant à renforcer le rôle du coordonnateur résident. Toutefois, comme il est indiqué au paragraphe 43 de la réponse de l'organe directeur de l'OIT à la résolution 42/196, l'expérience montre que l'efficacité du coordonnateur résident dépend avant tout de son envergure et de la mesure dans laquelle il est vraiment représentatif du système des Nations Unies. A cet égard, l'OIT collabore avec les autres organisations, par l'intermédiaire du mécanisme du CAC, pour mettre pleinement à contribution le réseau existant, largement suffisant, des coordonnateurs résidents. Le rôle et l'efficacité de ces derniers dépendent aussi des gouvernements hôtes. Les mesures additionnelles à prendre en application du paragraphe 25 de la résolution 42/196 contribueront sans aucun doute à la réalisation des objectifs communs des institutions spécialisées. L'organe directeur de l'OIT se félicite que le rapport

/...

(M. Kumarakulasinche)

Jansson reconnaisse le rôle fondamental joué par les agents sur le terrain et la part directe que le personnel des services extérieurs de l'OIT prend dans les activités de développement et dans le dialogue avec les gouvernements. Pour donner suite au paragraphe 24 de la résolution, l'OIT a de nouveau donné pour instruction à ses bureaux extérieurs de partager les locaux et les services avec d'autres organismes et organisations des Nations Unies.

90. Le représentant de l'OIT appelle l'attention de la Commission sur les paragraphes 41 et 45 de la réponse de l'OIT à la résolution 42/196, en ce qui concerne le financement central, le rôle coordinateur du PNUD et la programmation par pays en tant que cadre de référence. Dans sa réponse, l'OIT a fait sienne la conclusion du rapport Jansson selon laquelle l'approche sectorielle sera indispensable pour déterminer l'efficacité des programmes de pays en tant que cadre de référence. Comme l'ont indiqué le Directeur général et certaines délégations, les institutions spécialisées jouent aussi un rôle technique important. De l'avis de l'OIT, ce rôle technique est étroitement lié à celui que jouent les institutions aux différentes phases de la programmation par pays et il renforce les activités des organisations du système des Nations Unies.

91. Mme DARLING (Australie) dit que le rapport du Directeur général apporte provisoirement une réponse valable aux problèmes soulevés dans la résolution 42/196 de l'Assemblée générale. Toutefois, loin de s'atténuer, les problèmes d'endettement des pays en développement s'aggravent et les conséquences s'en font de plus en plus sentir sur le plan social. L'adoption de programmes ajustés pour tenir compte des conditions sociales ne doit pas dissimuler le fait que les problèmes fondamentaux de l'endettement, des échanges et de l'aide ne sont toujours pas résolus.

92. Il ne fait aucun doute que les activités opérationnelles devront être, pendant les années 90, très différentes de ce qu'elles ont été au cours des deux dernières décennies, essentiellement parce que les besoins des pays en développement ne sont plus les mêmes. Peu importe à qui la faute. Les activités de développement et la coopération technique doivent être mieux gérées et mieux coordonnées. Elles doivent tenir compte des priorités des pays en matière de développement si l'on veut obtenir un soutien accru de la part de la communauté internationale. Les annonces de contributions supplémentaires pour le financement des activités opérationnelles ne doivent pas inciter à un excès d'optimisme. Le vrai défi des années 90 sera de réorienter les activités opérationnelles de façon à gagner la confiance des donateurs comme des bénéficiaires. Le Conseil d'administration du PNUD a fait un premier pas en proposant un programme d'amélioration des méthodes de gestion pour aider les pays à mettre en place leurs institutions selon une approche sectorielle. Le programme le plus utile à cet égard sera celui qui aidera les gouvernements à évaluer ce dont ils ont besoin pour améliorer leur gestion du secteur public. Ce programme permettra tout particulièrement d'établir des stratégies de développement qui tiennent compte de la dimension humaine - la plus importante - dans le contexte de l'assistance fournie par les institutions issues des accords de Bretton Woods et d'autres institutions financières multilatérales. La délégation australienne espère que cet important programme du PNUD sera évalué sans tarder.

(Mme Darling, Australie)

93. Se référant à l'examen du Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles) [CCQF (OPS)], la représentante de l'Australie dit que sa délégation est fermement en faveur d'une coopération plus étroite entre les organismes de l'ONU chargés du développement et entre ces derniers, notamment le PNUD, et les institutions financières internationales. La délégation australienne accueille avec satisfaction les propositions concernant un examen approfondi des relations à établir, pendant les années 90, entre le PNUD, en tant qu'institution centrale de financement des activités opérationnelles de l'ONU, et les agents d'exécution. Ce n'est qu'après un examen des besoins des pays en développement qu'il faudra décider de l'action que devront mener les agents. Certes, beaucoup a été fait pour intégrer les femmes aux programmes de développement, mais leurs problèmes ne sont pas encore entièrement intégrés au niveau de la prise de décision. L'analyse interorganisations du programme relatif aux activités de promotion de la femme, telle qu'elle a été proposée, sera un facteur important d'évaluation de l'intégration des femmes au développement.

94. Le coordonnateur résident a un rôle fondamental de coordination sur le terrain et, à cet égard, l'Unesco a pris une initiative positive en intensifiant ses consultations avec le coordonnateur. Il est toutefois nécessaire de mieux définir le rôle et les responsabilités du coordonnateur. A cet effet, un accord interinstitutions et la création de bureaux extérieurs intégrés seraient utiles. La délégation australienne note avec intérêt une proposition visant à implanter, à titre expérimental, des bureaux de cette nature dans quelques endroits.

95. La délégation australienne se félicite également de la proposition visant à renforcer le rôle de coordination du CCQF sur le terrain. Malheureusement, le rapport du Directeur général ne fournit que peu de données quant à l'application, par le CCQF, de politiques intergouvernementales axées sur les activités opérationnelles. Il faudra se soucier davantage de renforcer le rôle du Groupe consultatif mixte des politiques en matière de planification commune et de coordination, conformément à la résolution 41/171 de l'Assemblée générale. Il faudrait peut-être augmenter le nombre des organisations membres du Groupe et y inclure d'autres agents d'exécution du système des Nations Unies. Il faudra toutefois veiller à éviter le double emploi avec d'autres mécanismes consultatifs interinstitutions.

96. Il faut établir des liens plus étroits entre les cycles budgétaires et les cycles de planification des gouvernements d'une part, et ceux du PNUD et des différents agents d'exécution de l'autre. Les améliorations apportées au système de gestion et de comptabilité de l'UNICEF sont encourageantes. La délégation australienne attache toutefois une grande importance aux réformes qui visent à rendre l'UNICEF plus responsable de sa gestion devant son conseil d'administration et elle espère que ces réformes seront appliquées sous peu.

97. La région du Pacifique Sud a des problèmes de développement particuliers, qui viennent, entre autres, de ce que les pays sont sujets aux catastrophes naturelles, peu peuplés et très distants les uns des autres. Les organismes des Nations Unies, surtout le PNUD, ont prouvé qu'ils étaient parfaitement conscients de ces

(Mme Darling, Australie)

caractéristiques uniques, comme en témoigne, notamment, le fait que le PNUD a établi un chiffre de planification pluri-insulaire et a organisé à Genève des réunions concernant Vanuatu, les Iles Salomon et le Samoa occidental. La délégation australienne a appris avec satisfaction que l'Administrateur du PNUD et le Directeur exécutif du FNUAP envisageaient de se rendre dans la région.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)  
(A/C.2/43/L.13/Rev.2)

98. M. RABGYE (Bhoutan) dit que, si sa délégation avait été présente lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/43/L.13/Rev.2, relative à l'assistance au peuple palestinien, elle se serait abstenue, parce que certains éléments du texte ne sont pas conformes au principe d'universalité énoncé dans la Charte des Nations Unies.

La séance est levée à 18 h 25.